



**Utilisation  
des ressources  
publiques**

**Eclairage  
présidentiel**

# Utilisation des ressources publiques

## Eclairage présidentiel



**2** **F**ace aux multiples tentatives de l'opposition de manipuler l'opinion publique à travers de fausses accusations sur l'utilisation des ressources publiques, le Président de la République joue la transparence. Ainsi, dans une longue présentation, le service communication de la Présidence a tenu à donner un éclairage chiffré sur la manière dont les finances de l'Etat ont été gérées depuis 2010. Rappelons que le Chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, s'est engagé en 2009, à travers la mise en œuvre de son Programme de Société « l'Avenir en confiance », à réaliser une mutation économique et sociale visant à élever notre pays au rang d'économie émergente à l'horizon 2025. Dans la phase de transition en cours, les gabonaises et les gabonais devraient pou-

voir observer progressivement une amélioration significative de leurs conditions de vie. Une telle ambition exige la mobilisation d'importants moyens humains et financiers.

Et dans le (faux) débat que se livrent plusieurs « chapelles », tout est avancé y compris les théories les plus invraisemblables et les plus improbables, comme par exemple celle consistant à affirmer sans preuve que les ressources budgétaires ont toutes été détournées au détriment des populations. Le document de présentation et d'analyse récemment publié répond à ces « chapelles » sur la base des données du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), qui retrace les réalisations aussi bien en recettes qu'en dépenses et décrit très clairement l'exécution des finances publiques année par année.

### 2010 à 2015 en chiffres

Ainsi, il est indiqué qu'au cours des six premières années du mandat du Chef de l'Etat, le gouvernement a mobilisé environ 16 350 milliards de FCFA. Cependant, les données du TOFE donnent un niveau de ressources bien en deçà de ce chiffre. En effet, sur la période 2010-2015, l'Etat a mobilisé près de 16 356 milliards de FCFA de ressources, soit environ 13 730 milliards FCFA (84%) de ressources propres et 2 626 milliards de FCFA (16%) de ressources d'emprunt. Les ressources propres comprennent les recettes pétrolières et les recettes hors pétrolières. On note que le poids des recettes pétrolières dans les ressources propres a sensiblement diminué. Il est passé de

suite page 2

54% en 2010 à 34% en 2015, soit un recul de 20 points expliqué par deux grandes tendances.

D'abord, celle haussière des recettes hors pétrole qui passent de 848 milliards de FCFA en 2010 à une moyenne annuelle de 1 144 milliards de FCFA sur la période 2010-2015, soit une hausse de 35%. Cette poussée des recettes hors pétrole est la

démonstration de la diversification progressive de la structure productive de l'économie amorcée depuis 2010, des efforts de recouvrement des services fiscaux ainsi que de la modernisation de la fiscalité. Toutes choses qui ont permis de rendre le budget de l'Etat moins dépendant des recettes pétrolières.

Ensuite, la tendance baissière des recettes pétrolières observée depuis 2012. En effet, après avoir atteint plus

de 1 531 milliards de FCFA en 2012, les recettes pétrolières vont progressivement baisser jusqu'à 603 milliards de FCFA en 2015 du fait essentiellement de la chute des cours. Quant aux ressources d'emprunt, elles proviennent aussi bien des emprunts extérieurs que des emprunts intérieurs. Les institutions financières internationales, à l'instar du FMI, ont démontré plus d'une fois la nécessité de ces emprunts pour le développement du pays.

## Réseau « Smart Africa »

### Le Gabon confirme son adhésion



Sur instruction du Président Ali Bongo Ondimba, puis du Premier ministre, Pr Daniel Ona Ondo, le ministre de l'économie numérique et de la poste, Pastor Ngoua N'Neme a tenu le récemment une réunion consacrée à l'ad-

hésion du Gabon au réseau unique composé des pays membres de l'alliance Smart Africa. Vaste projet qui vise à interconnecter neuf (9) pays d'Afrique sub-saharienne dans le domaine des TIC.

Cette réunion à laquelle étaient conviés l'ARCEP et les opérateurs locaux avait pour principal objectif d'examiner l'adhésion du Gabon à ce vaste projet et d'en étudier les conditions de la mise en œuvre dudit projet. Il s'agit pour le Gabon d'établir les limites dans lesquelles il pourrait adhérer sans dommages à ce projet cher au Président de la République La Smart Africa Alliance est née en 2013, lors du Transform Africa Summit qui s'est tenu à Kigali au Rwanda. Les pays se sont rendu compte que l'Afrique du Nord et ses partenaires du Moyen-Orient évoluent dans

leur plan de développement par les TIC alors qu'en Afrique Sub-saharienne les choses bougent très lentement.

Les réalisations individuelles étant plus longues à être exécutées, les Chefs d'Etats ont donc décidé de se rassembler pour booster plus vite ce secteur. En connectant toute l'Afrique sub-saharienne, les neuf pays qui forment l'alliance Smart Africa (Le Gabon, le Burkina Faso, le Kenya, le Mali, le Rwanda, le Sénégal, le Soudan du Sud, le Tchad et l'Ouganda) sont sûrs que cela facilitera l'adoption d'un certain nombre de nouveaux usages comme la gouvernance numérique, la télémédecine, l'enseignement en ligne, etc. Chaque pays compte sur ses partenaires dans les TIC pour atteindre le développement durable grâce aux nouvelles technologies.



## « B to B in Africa »

### Tenue de la 3ème édition



**L**a troisième édition de la mission d'affaires dénommée « B to B in Africa » entre opérateurs économiques marocains et gabonais a débuté ce mercredi 1er juin 2016 à Libreville en présence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Pr Daniel Ona Ondo, du Ministre Délégué au Commerce, Irène Lindzondzo, de l'Ambassadeur du Royaume du Maroc au Gabon, Ali Bojji et de la directrice générale de Maroc – Export, Zahra Maafiri. Invité à ouvrir les travaux, le Chef du Gouvernement a relevé que le conclave de Libreville, qui se déroule près de cinq mois après l'institution des rencontres annuelles

gouvernement – chefs d'entreprises marocains au Gabon, s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Situant l'opportunité de cette rencontre, le Pr Daniel Ona Ondo a souligné le caractère stratégique et profitable aux deux pays, ce qui va permettre à tous les opérateurs économiques intéressés de nouer et de densifier de fructueuses interactions. De même, l'orateur a invité les administrations, les institutions et les acteurs du secteur privé gabonais à chercher à tirer profit du large panel d'activités et d'opportunités issues de ce rendez-vous en terre gabonaise. Pour sa part,

la Directrice Générale de Maroc – Export a vivement remercié, d'une part, le Chef du Gouvernement pour l'accueil extrêmement chaleureux des autorités gabonaises, et d'autre part pour avoir accepté d'honorer de sa présence les rencontres. Aussi, a-t-elle poursuivi, en saluant fortement la présence de plus de 350 opérateurs économiques gabonais et marocains, ce qui constitue à ses yeux un réel motif d'encouragement.

#### Et aussi « IP Week »

Toujours dans le cadre du développement des relations économiques entre les deux pays, notons que le Gabon a pris part du 13 au 18 mai 2016, à Casablanca, à la première édition de la semaine de la propriété industrielle. Un événement dénommé Casablanca IP Week au cours duquel le ministre gabonais des mines, Rufin Moussavou a dit la volonté de notre pays de valoriser le rôle de la propriété industrielle dans la promotion de la créativité de l'investissement à forte densité technologique.

En réponse à l'invitation de son collègue, Moulay Hafid Elalamy, Ministre marocain de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie, le Ministre des Mines et de l'Industrie du Gabon, a conduit la délégation gabonaise venue participer à cet événement qui a coïncidé cette année avec la célébration du Centenaire de la propriété industrielle au Maroc (1916-2016).

# Septennat d'Ali Bongo Ondimba

## Décrypté dans un essai politique

C'est un ouvrage qui se veut objectif et fait référence à une démarche scientifique. Le Dr Steeve Nzegho Diecko, professeur de science politique présente une analyse objective sur le mode de gouvernance socio politique et économique du président Ali Bongo Ondimba dans un livre-bilan du premier mandat de celui-ci. L'auteur affirme que son but est d'enrichir le débat démocratique en proposant des éléments d'appréciation du septennat qui va bientôt prendre fin, sans vouloir faire de la propagande ni appeler à l'adhésion.

« Ali Bongo Ondimba, un septennat en perspective », c'est le titre de l'essai politique que le Dr Steeve Nzegho Diecko vient de publier. L'auteur fait appel à la contradiction pour proposer aux lecteurs une modalité de perception

de ces sept dernières années au Gabon. Il affirme que cet ouvrage « n'est pas dans l'intérêt de susciter l'adhésion mais plutôt le débat démocratique (...), ne fait pas dans la propagande mais c'est plutôt une réflexion scientifique, soutenue et basée sur une référence incontestable à divers théories de science politique ». Il traite notamment de ce qui concerne l'organisation du pouvoir politique et son emprise sur la société gabonaise. Le politologue, titulaire d'un PhD, estime que le succès du septennat d'Ali Bongo Ondimba s'apprécie selon quatre axes majeurs : « l'instauration de la biométrie dans le fichier électoral, l'accélération de la CNMAGS au profit des gabonais pour la couverture médicale, la mise en place du nouveau système de rémunération des agents publics et la gestion des carrières, ainsi que le projet GRAINE ». Il affirme que ces actions pourraient suffire pour convaincre les électeurs à voter pour le président sortant. L'auteur ne se prive pas non plus d'appuyer sur certains manquements et évoque des pistes de suggestion. Il en est ainsi du problème du chômage dans la capitale économique.

### Sur la voie de l'émergence

Le politologue rappelle que la majorité des théories économiques attestent que l'émergence d'un pays passe nécessairement par sa maîtrise des paramètres suivants : une réelle dynamique économique, une relative équité dans la distribution des revenus, une stabilité macroéconomi-

que et une bonne structure transformationnelle de l'économie. Il souligne que la réponse du président Ali Bongo Ondimba est basée sur sept piliers : une vision à long terme déclinée en un plan stratégique national et en actions opérationnelles (PSGE); une communication forte permettant l'appropriation de la vision par les populations (New York Forum Africa de Libreville, Stratégie d'Investissement Humain du Gabon, Forum de la Jeunesse) ; un partenariat étroit Etat-secteur privé (Groupe Olam, Nkok) ; la mise à niveau du service public (les réformes administratives) ; la construction d'un consensus national (défense de l'île Mbanié, introduction de la biométrie dans le fichier électoral) ; l'adoption au niveau national de nouvelles valeurs républicaines conformes à l'émergence (instauration de la journée du drapeau) ; un dispositif institutionnel garant de la bonne gouvernance.

« Steeve Nzegho Diecko est d'abord un chercheur. C'est dans ce sens qu'il nous propose ici une réflexion hautement élaborée, digne de son statut, fondée sur des références théoriques de première main et d'une actualité certaine », affirme Pacôme Moubelet Boubeya qui signe la préface du livre en tant qu'« ancien Directeur de Cabinet du Président du PDG, Ali Bongo Ondimba ». Il affirme que cet ouvrage « nous enseigne la bonne attitude et nous suggère la méthode à adopter face à la réalité politique gabonaise, mouvante et fluctuante ».



# Port d'Owendo

## Symbole d'un Gabon qui gagne

6

**L**e Président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est rendu ce mercredi à Owendo sur le chantier du terminal de marchandises conventionnelles développé par la société Gabon Special Economic Zone Mineral Port. Objectif : briser le cercle vicieux de la congestion portuaire et de la cherté de la vie. « C'est le Gabon qui marche et le Gabon qui gagne », a déclaré le Chef de l'Etat en inspectant le site en construction où se dressera au deuxième trimestre 2017, sur 12 hectares, un véritable pôle stratégique de création de valeur. Adossé à un partenariat public-privé, facteur de performance des projets d'intérêt national, ce port doit mettre un terme à la saturation des installations historiques en offrant un nouveau quai de 420 mètres de long bâti le long d'une plateforme posée sur 700 pieux bétonnés fichés dans la mer.

Les quelques 400 ouvriers gabonais qui s'activent sur le site en partie conquis sur la baie d'Igoume ont eu la surprise de voir arriver le Président de la République, et ont profité de l'occasion pour avoir un échange direct avec lui. « Ce nouveau port va permettre de multiplier par deux la capacité des infrastructures

portuaires et donc d'améliorer les cadences de chargement/déchargement des navires, a souligné Ali Bongo Ondimba. Cela va accélérer les échanges et diminuer d'au moins 25% les coûts de passage. Ce sont les consommateurs gabonais qui en profiteront in fine ».

Ce port sera équipé à quai de deux portiques et d'une grue mobile. Sur la zone de stockage arrière, il disposera de silos de deux fois 5000t pour les céréales, de citernes de 10.000t pour le stockage de l'huile de palme ainsi que de citernes de 8.000t pour les produits pétroliers. En décembre 2015, le Chef de l'Etat avait inspecté un site voisin où s'achève l'édification d'un terminal minéralier rail-mer d'une capacité de 10 millions de tonnes et un terminal d'agrégats.

Réorganisation et modernisation des infrastructures, accroissement des linéaires de quai, aménagement de zones logistiques à la mesure du trafic généré par l'augmentation de la transformation locale, connectivité intermodale renforcée, tout converge pour venir appuyer les mesures anti-vie chère sur le point d'être annoncées.





## Environnement

### Un sujet crucial



**P**our ce mois de juin 2016, la célébration de la journée citoyenne contre l'insalubrité coïncide avec la célébration de la semaine de l'Environnement. Une raison de plus pour les Gabonais d'accorder un peu plus d'importance à ce sujet crucial pour leur pays.

Du 30 mai au 05 juin prochain, le ministère de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Na-

*suite page 8*

*suite page 7*

tions unies pour le développement industriel (ONUDI), organise ainsi la semaine nationale de l'Environnement. La célébration est placée sous la coordination de la Direction générale de l'Environnement et de la Protection de la nature (DGEPN). L'implication de toutes ces entités témoigne, une nouvelle fois, du désir de tous les acteurs concernés de soutenir les initiatives des autorités gabonaises de protéger l'environnement et de rationaliser l'exploitation de ses ressources naturelles abondantes.

Concernant la célébration de la journée de biodiversité, la ministre de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles, Joséphine Flore Mistoul Yame, a récemment affirmé: «Cette journée témoigne de la place prépondérante qu'occupe la cause environnementale dans le dispositif du Plan stratégique Gabon émergent ». Cette volonté s'est manifestée par la suite par l'instauration par le gouvernement gabonais d'une journée citoyenne contre l'insalubrité, tous les pre-

miers mercredis de chaque mois. Très récemment, la célébration de cette journée a connu un succès franc. Cela semble le cas tous les mois depuis quelques temps. De nombreux Gabonais, conformément à la consigne donnée, ont pris la peine de ramasser les déchets sur les plages, de nettoyer les rues des villes et des villages du pays et de planter des arbres pour ceux qui en avaient la possibilité. Au final, tout le monde sait que la santé de la population en général en dépend aussi.

Ce fut une initiative qui a permis à tout un chacun de manifester son intérêt vis-à-vis des biens communs, et vis-à-vis de l'environnement que tous les citoyens devront léguer aux générations futures. La Gabon, on le sait, est gâté pour son environnement. Un peu plus de 80% de la superficie du pays sont couvertes de forêts. Lesquelles comprennent notamment 8 000 espèces végétales, plus de 150 espèces de mammifères et 600 espèces d'oiseaux. Des spécialistes ont également répertorié 65 espèces de reptiles terrestres et d'eau douce et environ 100 espèces d'amphibiens sur le territoire gabonais. Autant de richesses qui méritent une attention particulière. Les Gabonais le comprennent de mieux en mieux.

